

L'École de médecine autonome de Strasbourg (1870-1872) Du réalisme à l'utopie *

par Jacques HERAN †

La genèse de l'École libre de médecine que le professeur Schützenberger fit fonctionner à Strasbourg pendant les deux années qui suivirent le désastre de 1870, ne peut se comprendre que si l'on tient compte d'une situation historique ; avant la Révolution de 1789, l'Université de Strasbourg n'avait jamais été ni française, ni allemande : elle était strasbourgeoise. Ville libre d'Empire (*freie Reichsstadt*), Strasbourg avait depuis 1538 (depuis 1540 pour la médecine) un enseignement supérieur fondé par l'Eglise luthérienne. Certes, la ville appartenait au Saint Empire romain germanique, mais l'Empereur lui avait donné depuis 1263 le statut de "ville libre" ; aussi, dans le domaine de l'enseignement supérieur en particulier, la ville était-elle souveraine. Et le chapitre luthérien de Saint-Thomas assumait la gestion de cet enseignement.

Lorsqu'en 1681 la ville fut annexée de force par Louis XIV, le roi de France promit aux Strasbourgeois de respecter leurs libertés universitaires dans la ville qui prit le nom de "Ville libre royale", laquelle eut ainsi une université luthérienne au sein du très catholique royaume de France ! La révocation de l'Edit de Nantes ne s'appliqua pas à Strasbourg. Et l'Université resta latinophone et germanophone.

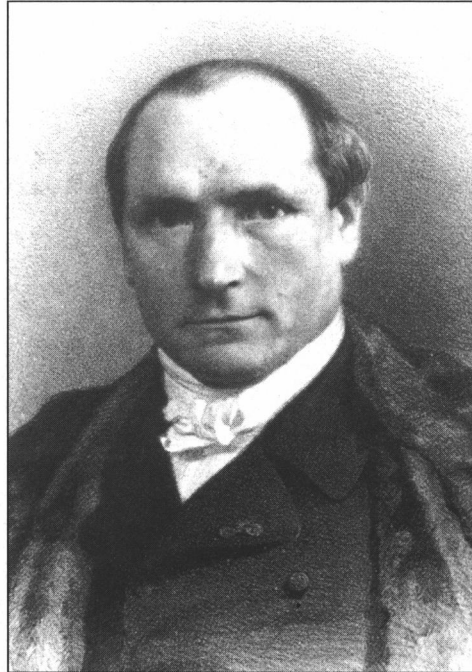
C'est en 1794 que pour la première fois de sa longue histoire (un quart de millénaire...) l'enseignement de la médecine à Strasbourg fut "nationalisé". Le 4 décembre (14 frimaire an III), la Révolution institue l'École de santé, qui prend la place de la Faculté strasbourgeoise. Transformée en Faculté par Napoléon en 1808, cette école française va cesser de fonctionner par suite du désastre de 1870, de la chute du régime impérial, de la destruction partielle de la ville et de l'occupation de celle-ci par l'ennemi. Ayant succédé aux deux-cent cinquante-quatre années d'autonomie universitaire, les soixante-seize années d'un régime d'esprit plus ou moins jacobin n'ont guère eu le temps de faire oublier le temps des libertés universitaires qu'avait maintenues le roi de France...

* Comité de lecture du 15 mai 1999 de la Société française d'Histoire de la Médecine.

Une forte personnalité : Charles Schützenberger

Appartenant à l'une des grandes familles de brasseurs d'Alsace, frère de l'ancien député-maire de Strasbourg, Charles Schützenberger (1809-1881) avait, aussitôt après avoir soutenu sa thèse (1832), entrepris un long voyage d'études à Vienne. Agrégé de médecine à vingt-six ans (1835), il avait reçu de la Faculté, dès l'année suivante, la charge de "chef des cliniques médicales", une charge alors unique, consistant à superviser l'enseignement des étudiants au lit du malade dans les services de médecine. En 1840, un accident allait bouleverser sa vie : la paraplégie traumatique qui s'ensuivit jusqu'à sa mort, quarante années durant, va le forcer à la réflexion approfondie et affiner son caractère, "cette vertu des temps difficiles" selon l'expression du Général de Gaulle. En 1844, la Faculté créait pour lui la seconde chaire de médecine interne, sans concours préalable. Il s'y révéla un avocat de deux disciplines alors nouvelles : les analyses biologiques et la physiopathologie ; il fut aussi en pédagogie médicale un apôtre de l'auto-perfectionnement

de l'étudiant ("vous ne deviendrez médecin que par votre propre initiative"). Enfin il milita contre la subordination à l'autoritarisme ministériel. Un exemple de celui-ci : chaque professeur avait à se plier à l'"autorisation préalable" ; il devait soumettre à Paris l'intitulé, heure par heure, de chacun de ses cours magistraux. Aussi, quelques mois avant la guerre de 1870, Schützenberger avait-il publié un long plaidoyer de 115 pages : *De la réforme de l'enseignement supérieur et des libertés universitaires*. Mais, prudents ou timorés, ses collègues strasbourgeois ne l'avaient point soutenu...



*L'énergie se lit bien dans ce regard...
Schützenberger est paraplégique depuis vingt
ans. Lithographie d'A.-A. Rosé (1860). -
Archives historiques de la Faculté de médecine
de Strasbourg*

L'urgence : poursuivre localement la scolarité des étudiants strasbourgeois

Dans le chaos de l'automne de 1870, l'état pitoyable des relations ferroviaires de l'Alsace avec le reste du pays empêchait en pratique les étudiants de Strasbourg d'aller continuer leurs études dans l'une des deux facultés de médecine du défunt Second Empire, celle de Paris et celle de Montpellier, et les plus jeunes auraient dû rejoindre la moins éloignée des Ecoles préparatoires, celle de Nancy.

Alors, soutenu par six de ses collègues de la Faculté, Schützenberger prit sur lui de créer dans Strasbourg même un enseignement médical provisoire... Les relations avec

Paris étaient interrompues, et le gouvernement de la Défense nationale avait bien d'autres préoccupations dans la capitale. Ayant avec quelque retard pris connaissance de l'initiative de Schützenberger, il laissa faire.

Au cours de l'année universitaire 1870-1871, l'enseignement médical est peu ou prou continué à Strasbourg, en anatomie, en physiologie, en chimie, en thérapeutique, dans les deux cliniques médicales et les deux cliniques chirurgicales, ainsi qu'au service des accouchements - maladies des femmes et à celui des maladies des enfants. Aucune liste précise des cours avec leurs enseignants ne nous est parvenue ; il s'agissait alors d'expédier les affaires courantes.

Le 3 mai 1871, la *Strassburger Zeitung*, organe officieux des autorités allemandes, publie un article élogieux mais qui sous-tend que les enseignements sont en train de se détacher de l'Université française... Cependant, le 15 mai, le rédacteur en chef de la *Gazette médicale de Strasbourg* écrit : "Nous ne voyons dans cet enseignement spontané, privé et gratuit, qu'un dernier acte de dévouement de quelques membres de la Faculté pour leurs anciens élèves".

L'officialisation : l'Ecole autonome

Le 10 mai 1871, Strasbourg est devenue allemande en application du traité de Francfort, signé entre la jeune République française et le jeune Empire allemand. Pendant deux semaines, on ignore les intentions des autorités impériales : vont-elles, oui ou non, implanter une Faculté de médecine dans la ville ? Le 24 mai, à Berlin, le Reichstag adopte le principe de la création d'une Université modèle à Strasbourg ; mais la mise en place de celle-ci se révèle difficile (il faudra attendre le 23 avril 1872 pour voir sa fondation officielle !). Aussi, dans l'incertitude et alors qu'une nouvelle année universitaire doit commencer, Charles Schützenberger décide, en octobre 1871, de créer dans sa ville une Ecole autonome, municipale, à l'image de la Faculté strasbourgeoise disparue en 1794 ; avec deux différences cependant : cette Ecole ne sera pas luthérienne bien sûr, et elle sera francophone. Les autorités allemandes vont donner leur accord : ainsi, dans une ville devenue allemande, un enseignement sera donné entièrement en français...

Nommé directeur de l'Ecole, Charles Schützenberger s'adjoint six de ses collègues de l'ex-Faculté. Il se réserve l'enseignement de clinique médicale et confie la pathologie médicale au professeur Frédéric Wieger (1821-1890) qui en a eu la chaire depuis 1864, l'anatomie à l'agrégé Jean-Georges Joessel (1838-1892), la chimie à l'agrégé Frédéric Schlagdenhauffen (1830-1907), la matière médicale et la thérapeutique à l'agrégé Chrétien Strohl (1814-1894), la clinique chirurgicale à l'agrégé Eugène Boeckel (1831-1900), les accouchements, maladies des femmes et des enfants à l'agrégé Adolphe Aubenas (1829-1906). Quant à la botanique médicale, discipline importante à l'époque, elle est confiée à un botaniste amateur, Jean-Daniel Buchinger (1803-1888) et, à titre privé, l'enseignement des maladies des oreilles à un médecin de la ville, Abraham Kuhn (1838-1900).

Après avoir reçu du conseil municipal une subvention de 15 000 francs (les enseignants ayant renoncé à toute rémunération personnelle), l'Ecole ouvre officiellement le 1er novembre 1871. Elle va dispenser son enseignement à 71 élèves et fera soutenir 17

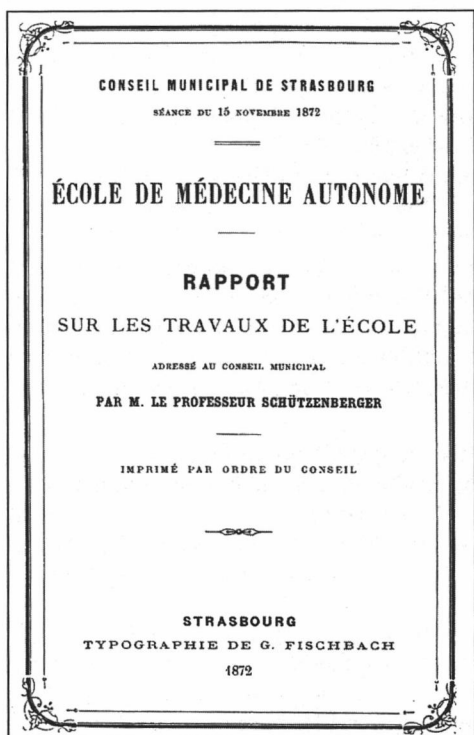
thèses. Elle organise un concours d'internat et un concours d'externat, en 1871 et en 1872. Le 23 octobre 1871, Schützenberger a averti le ministre français de l'instruction publique, Jules Simon, de l'ouverture imminente de l'Ecole. Il lui expose les quatre motivations de sa démarche, qui sont :

“1° de faciliter aux anciens élèves de la Faculté en cours d'études et aux jeunes Alsaciens qui ne peuvent pas quitter leur pays natal, la continuation de leurs études ;

“2° de conserver en Alsace les éléments de la vie intellectuelle et scientifique qui s'éteindrait rapidement et infailliblement par la suppression du haut enseignement en langue française (*ces deux mots sont soulignés dans la lettre*) devenue la seule langue littéraire et scientifique des jeunes Alsaciens depuis l'âge de treize jusqu'à l'âge de vingt-cinq ans ;

“3° de maintenir en Alsace les traditions de la science française et de pourvoir au recrutement du corps médical alsacien pour les enfants du pays ;

“4° de défendre leur droit et le droit des populations alsaciennes (...) à l'usufruit du riche matériel d'instruction accumulé à Strasbourg”.



Le rapport final (daté du 30 octobre 1872) de Schützenberger à la mairie, qui avait financé son Ecole. Archives historiques de la Faculté de médecine de Strasbourg.

Si la poursuite provisoire de l'enseignement avait recueilli l'approbation générale, la création de cette Ecole autonome suscita, elle, des réactions diverses... En Alsace, l'adhésion est unanime. En France, on doute que la nouvelle structure puisse, quantitativement et qualitativement, assurer un enseignement médical ; et, surtout, on craint qu'elle nuise au recrutement de la future Faculté de médecine de Nancy, laquelle doit bientôt naître outre-Vosges du transfert de la Faculté de médecine de Strasbourg. En Allemagne, l'accueil est tout d'abord favorable : deux titulaires de chaire et cinq agrégés alsaciens n'ont pas rallié l'Université française après l'Annexion ; mais bientôt, et surtout après le 23 avril, date de la fondation de la Reichsuniversität, on craint pour le recrutement local de la future Faculté allemande de Strasbourg... Le 22 octobre, le *Carlsruher Zeitung* publie un article très hostile à l'Ecole, article qui se termine par cette menace : “Combien de temps encore cela doit-il durer et combien de temps le gouvernement allemand attendra-t-il pour prendre les rênes et faire comprendre aux Strasbourgeois que l'Allemagne seule commande en Alsace-Lorraine” ?

Le rêve : une Université alsacienne-lorraine

Cependant, avant même d'avoir fait officialiser son Ecole autonome, dès le 30 avril 1871 et alors que le traité de Francfort n'était pas encore signé, Charles Schützenberger a adressé un manifeste polycopié (sur pierre autographique) à un certain nombre de personnalités politiques. Dans un cahier de vingt-huit pages manuscrites, ayant pour titre *De la réorganisation de l'Université de Strasbourg*, il plaide pour la création d'une Université alsacienne-lorraine, bien entendu bilingue, trait d'union scientifique entre la France et l'Allemagne. En voici trois paragraphes caractéristiques :

“L'Université de Strasbourg, qui longtemps a été un trait d'union entre la France et l'Allemagne, remplira son rôle d'une manière encore plus efficace et plus utile, quand les passions violentes allumées par la guerre se seront calmées et finalement éteintes ; mais c'est à la condition de rester et de devenir d'une manière plus complète encore une Université alsacienne et lorraine, et non une Université allemande transplantée dans les murs de Strasbourg.

“Avant tout, et par-dessus toutes choses, l'Université de Strasbourg doit être et devenir une institution faite pour les enfants du pays, une Université de l'Etat d'Alsace et de Lorraine. Cette institution subventionnée et entretenue aux frais de nos provinces et dans l'intérêt de la population pourrait reprendre avec honneur et dignité les traditions de l'antique Université de Strasbourg.

“Comme cette dernière, elle serait protégée dans ses libertés par l'empereur d'Allemagne et pourrait être soumise à sa haute surveillance pour tout ce qui touche à la morale publique et aux intérêts légitimes de l'Allemagne ; mais elle devra jouir aussi dans son administration, dans son corps enseignant, dans l'esprit et dans la langue de son enseignement, d'une liberté nécessaire et d'une suffisante autonomie (...)”.

Schützenberger était un utopiste ! L'Allemagne victorieuse n'était pas prête à dominer sa victoire et à accorder une si grande autonomie à sa conquête. Alexis Stoltz, le dernier doyen de la Faculté française de Strasbourg, qui sera le premier doyen de la toute nouvelle Faculté de médecine de Nancy, écrira dans ses Mémoires : “Wieger (qui avait participé à l'aventure de l'Ecole autonome) ne comprenait pas qu'un esprit aussi ouvert que celui de son collègue ait pu s'y tromper...”.

Quoi qu'il en soit, le refus de Bismarck sera cinglant. Le 30 septembre 1872, l'Ecole sera interdite, avec effet immédiat ; le lendemain, la *Medizinische Fakultät* de la *Reichsuniversität Strassburg* entrera en fonctions.

La validité des diplômes décernés par l'Ecole autonome sera reconnue, à la fois par l'Allemagne (mais limitée au territoire de l'Alsace-Lorraine) et par la France (pour tout le territoire national).

Que deviendront les six anciens collègues de Schützenberger à l'ex-Faculté française, après la dissolution forcée de l'Ecole autonome ? Schagdenhauffen demandera son transfert à Nancy, où il sera professeur à l'Ecole de pharmacie. Boeckel restera à Strasbourg ; refusant les offres du vainqueur, il se cantonnera dans l'Hôpital, dirigeant l'*Elsässiche Abtheilung* de chirurgie, l'homologue de celle que créera parallèlement Schützenberger en médecine. Quant à l'ex-titulaire de chaire Wieger et aux trois ex-agrégés Aubenas, Joessel et Strohl, ils accepteront de devenir des professeurs de l'Université allemande, mais celle-ci ne leur concédera que des fonctions subalternes :

dans une chaire accessoire (celle de dermatologie) pour Wieger, en surnombre pour les trois autres.

On a accusé Schützenberger d'autonomiste. C'est fort mal le connaître, lui qui n'avait jamais fait de politique et qui, de 1870 à sa mort se considérait (je cite) comme "exilé dans ma patrie restreinte". Un autonomiste ? Non. D'ailleurs il déclina toujours les offres instantes des Prussiens d'entrer à la Reichsuniversität. Et, à l'Hôpital de Strasbourg, il créa l'*Elsässische Abtheilung* de médecine interne, la "section alsacienne", qui comme celle de Boeckel constituait un îlot indépendant de l'Université allemande, et francophone. Et il anima la Société de médecine de Strasbourg, foyer lui aussi francophone de résistance intellectuelle à la germanisation.

En fait, Charles Schützenberger était venu tout à la fois trop tard et trop tôt. Cent ans trop tard, après l'Université autonome de la ville libre royale ; cent ans trop tôt, avant la réconciliation franco-allemande d'aujourd'hui.

BIBLIOGRAPHIE

- BLUM A. - La Faculté autonome de Strasbourg. *Gaz. méd. Strasbourg*, 1871, 31, n° 6, pp. 65-66, n° 7, p. 77 ; n° 9, p. 101.
- HÉRAN J., WOLF J.-L. - Une entreprise hardie, l'Ecole de médecine libre. In : *Histoire de la médecine à Strasbourg*. La Nuée Bleue, Strasbourg, 1997, pp. 348-353.
- ROEGEL E. - Après l'Annexion : quelle Université pour Strasbourg ? In : *Histoire de la médecine à Strasbourg*, op. cit., pp. 360-362.
- SIFFERLEN C. - Contribution à l'histoire de la Faculté de médecine de Strasbourg dans l'Alsace du XIXe siècle. *Thèse méd. Strasbourg*, 1968, n° 12, 84 p.
- TONDEUR J.-L. - Charles Schützenberger (1809-1881), un professeur de médecine dans l'Alsace du 19e siècle. *Thèse méd. Strasbourg*, 1989, n° 24, 212 p.

SUMMARY

The independent School of Medicine of Strasbourg (1870-1872) : from realism to utopia

Immediately after the franco-german defeat in 1870, a professor of the ex-Faculty of medicine of Strasbourg, Charles Schützenberger, founded in the Alsatian capital a private medical school, in order to help Alsatian students to continue their studies locally. Furthermore, he hoped to found durably an Alsace-Lorraine University, french speaking, which would form a scientific link between France and Germany. But Bismarck closed the School, replacing it on 1st October 1872 by a german Faculty of Medicine.